



République de Côte d'Ivoire
Union - Discipline - Travail



Fonds Africain de
Développement

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE L'HYGIÈNE PUBLIQUE

PROGRAMME DE RIPOSTE CONTRE EBOLA (PRCE).

Avis d'Appel d'Offres T 21 / 2019

Travaux de construction d'un bâtiment R+3 de bureaux pour le siège de la Direction de Coordination du Programme National de Nutrition (DC PNN), et de la Direction de Coordination du Programme National de la Santé Mère-Enfant (DC PNSME) pour le compte du Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique (MSHP)

1. Le **Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique (MSHP)** a obtenu des fonds du Fonds Africain de Développement (FAD/BAD) pour financer le PROGRAMME DE RIPOSTE CONTRE EBOLA (PRCE), et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du marché issu du présent appel d'offres.

2. Le **MSHP** sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour réaliser les **travaux de construction d'un bâtiment R+3 de bureaux pour le siège de la Direction de Coordination du Programme National de Nutrition (DC PNN), et de la Direction de Coordination du Programme National de la Santé Mère-Enfant (DC PNSME) pour le compte du Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique (MSHP)** en un lot unique.

Le marché issu de la présente consultation sera passé sur prix global et forfaitaire.

3. La passation du marché sera conduite par Appel d'offres ouvert tel que défini dans le Code des marchés publics à l'article 56, et ouvert à toutes les entreprises ivoiriennes.

4. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-après de **09h 00 mn à 12 h 00 mn et de 14 h 30 mn à 16 h 30 mn** Temps Universel, tous les jours ouvrables :

Plateau, rue Thomasset, immeuble Saint Augustin, 6^{ème} étage

Tel : 20 24 22 07 / 87 55 78 86/ 87 68 51 72

5. Les exigences en matière de qualifications sont :

- Disposer du personnel clé nécessaire spécifié dans la section III- Critères d'évaluation du Dossier d'Appel d'Offres ;
- Disposer du matériel essentiel spécifié dans la section III- Critères d'évaluation du Dossier d'Appel d'Offres ;
- Avoir un minimum de chiffres d'affaires annuel moyen des activités commerciales sur les **trois (3)** dernières années (de 2017 à 2015 ou de 2018 à 2016) de **1 000 000 000 (un milliard) FCFA** ;

- (d) Disposer d'avoirs liquides ou d'une ligne de crédit délivrée par une banque commerciale agréée par le Ministre en charge de l'Economie et des Finances, à hauteur de **75 000 000 (soixante-quinze millions)** ;
- (e) Avoir au cours des **cinq (5)** dernières années, réalisé avec succès en tant qu'entreprise principale (pour l'expérience générale), à partir du 1^{er} janvier 2013 ou du 1^{er} janvier 2014 au moins **deux (02) projets** de construction des Bâtiments à usage public, comprenant du gros œuvre et deux corps d'état secondaires ;
- (f) Avoir effectivement exécuté en tant qu'entrepreneur, ou sous-traitant au cours des cinq (05) dernières années, à partir du 1^{er} janvier 2013 ou du 1^{er} janvier 2014 : **deux (2) marchés** d'un montant minimum chacun de **800 000 000 (huit cent millions) F CFA** pour les travaux de construction des Bâtiments à usage public comprenant du gros œuvre et deux corps d'état secondaires;

Voir le document d'appel d'offre pour les informations détaillées.

6. Les candidats peuvent consulter gratuitement ou retirer le Dossier d'Appel d'Offres à l'adresse mentionnée ci-dessus contre un paiement non remboursable de **cent mille (100 000) francs CFA** (les plans et DQE seront transmis sur clé USB). La méthode de paiement sera le versement espèces.

7. Les offres devront être soumises à l'adresse ci-dessous :

Plateau, rue Thomasset, immeuble Saint Augustin, 6^{ème} étage
Tel : 20 24 22 07 / 87 55 78 86/ 87 68 51 72

au plus tard le **29 mars 2019 à 10 heures GMT**.

Les offres remises en retard ne seront pas acceptées.

Les offres seront ouvertes en présence des représentants des candidats présents à l'adresse ci-dessus le 29 mars 2019 à 10 heures 30 minutes.

8. Les offres doivent comprendre une garantie de soumission établie par une banque, un organisme financier ou un tiers agréé par le ministre chargé des finances d'un montant fixé à **neuf millions (9 000 000) FCFA**

9. Une visite de site suivi d'une réunion préparatoire est prévue le **13 mars 2019 à 9 heures 00 minutes** sur le site de Bingerville.

10. Les soumissionnaires resteront engagés par leur offre pendant un délai de **150 (cent cinquante) jours**, à compter de la date limite de dépôt des offres.

11. Dès la validation de la décision d'attribution du marché, l'autorité contractante publiera la décision d'attribution dans le Bulletin Officiel des Marchés Publics et par voie d'affichage dans ses locaux. Le rapport d'analyse de la Commission d'Ouverture des plis et de Jugement des Offres, ayant guidé ladite attribution, sera tenu à la disposition des soumissionnaires à l'adresse indiquée à l'article 4 ci-dessus.

12. Les marchés issus du présent Appel d'offres seront soumis aux formalités de timbres, d'enregistrement et de redevance de régulation (0,5% du montant hors taxes) aux frais du titulaire.

13. Le présent appel d'offres est soumis aux lois et règlements en vigueur en Côte d'Ivoire, notamment au décret N°2015-525 du 15 juillet 2015 modifiant le décret N°2009-259 du 06 août 2009 portant Code des Marchés Publics, tel que modifié par le décret N°2014-306 du 27 mai 2014, et les textes d'application.